

ROADS TO PROSPERITY

# La renaissance de l'État-nation

Dani Rodrik



Share 5

Tweet 4

Follow @ProSyn 23.1K followers

Share 1

Like 5

2012-02-13

CAMBRIDGE – L'un des mythes fondateurs de notre ère est que la mondialisation a relégué l'État-nation au rang de figurant. Les frontières se seraient volatilisées, dit-on, en raison des bouleversements du transport et des communications qui auraient rétréci le monde. Les nouveaux modes de gouvernance, s'étalant des réseaux transnationaux de régulateurs aux organismes de la société civile internationale en passant par des institutions multilatérales, transcendent et remplacent les législateurs nationaux. Selon plusieurs, les décideurs politiques des nations seraient en grande partie impuissants devant les marchés mondiaux.



La crise financière mondiale a démonté ce mythe. Qui donc a remis à flot les banques, réamorcé la pompe des liquidités, pris le virage de la relance budgétaire et donné aux chômeurs un filet de sécurité empêchant ainsi que tout ne vire à la catastrophe ? Qui est en train de réécrire les règles de surveillance et de réglementation des marchés financiers afin d'éviter que cela ne se reproduise ? Qui est le plus souvent tenu responsable de tout ce qui ne tourne pas rond ? La réponse est la même partout : les gouvernements nationaux. Le G-20, le Fonds monétaire international et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire n'étant en majeure partie que des spectacles d'apparat.

Même en Europe, où les institutions régionales sont relativement fortes, c'est l'intérêt national et les décideurs publics nationaux, incarnés principalement par la chancelière allemande Angela Merkel, qui domine le processus de formulation des politiques. Si Merkel était moins entichée des mesures d'austérité pour les pays européens surendettés et si elle réussissait à convaincre l'électorat de son pays de la nécessité d'une autre approche, la crise de la zone euro se déroulerait de façon bien différente.

Pourtant même si l'État-nation perdure, sa réputation est en piètre condition. Le concept fait l'objet d'attaques théoriques sur deux plans. La première critique provient d'économistes qui jugent que les gouvernements font obstacle à la libéralisation des échanges commerciaux, des flux des capitaux et des mouvements des populations dans le monde entier. D'après eux, la restriction des interventions réglementaires et tarifaires des instances nationales permettra aux marchés mondiaux de s'ajuster, créant du même coup une économie mondiale plus intégrée et plus efficace.

Mais qui dictera les règles et règlements de marché, sinon les États-nations ? La politique du *laissez-faire* est une recette idéale pour répéter les crises financières et amplifier les répercussions politiques. Il faudrait par ailleurs confier la politique économique aux mains de technocrates internationaux, isolés comme ils le sont des tractations quotidiennes de la politique, une position qui limite sérieusement la démocratie et la responsabilité politique.

Bref, l'idéologie du *laissez-faire* gérée par des technocrates internationaux ne constitue pas une alternative plausible à l'État-nation. En fait, ultimement, les échanges commerciaux ne profiteront pas de l'érosion de l'État-nation tant que des mécanismes viables de gouvernance internationale ne sont pas en place.

La deuxième critique provient de certains éthiciens internationalistes qui jugent artificielles les frontières nationales. Comme le philosophe Peter Singer l'a énoncé, la révolution des communications a engendré un « auditoire planétaire » qui construit l'assise d'une « éthique mondiale ». Lorsque les personnes s'identifient à la nation, leur code moral demeure national. Mais, s'ils tissent des liens de plus en plus serrés avec ce vaste monde, leur attachement aux valeurs internationales croîtra également. De son côté, Amartya Sen prix Nobel d'économie parle d'identités multiples – ethniques, religieuses, nationales, régionales, professionnelles et politiques, la plupart d'entre elles traversant les frontières des pays.

Il n'est pas clair dans quelle mesure ces phénomènes tiennent du vœu pieux ou reposent sur des changements réels des identités et des alliances. Les données d'enquêtes indiquent plutôt que les populations demeurent fortement attachées à l'État-nation.

Il y a quelques années, l'Enquête mondiale sur les valeurs a sondé des répondants dans un grand nombre de pays à propos des liens qu'ils entretiennent à l'échelle régionale, nationale et mondiale. Sans surprise, ceux qui se considéraient comme citoyens nationaux dépassaient de beaucoup ceux qui se voyaient comme des citoyens du monde. Un résultat encore plus surprenant, l'identité nationale a même éclipsé l'identité régionale aux États-Unis, en Europe, en Inde, en Chine et dans bon nombre d'autres pays.

Les mêmes sondages montrent que les personnes les plus jeunes, les plus éduquées et celles qui disent appartenir aux classes supérieures tendent plutôt à tisser des liens avec le monde entier. Néanmoins, il est difficile de trouver un segment démographique pour lequel l'attachement à la communauté internationale l'emporte sur l'amour de la patrie.

Malgré leur amplitude, les baisses des coûts du transport et des communications n'ont pas fait disparaître la géographie. En général, les activités économiques, sociales et politiques se regroupent sur la base de préférences, de besoins et de trajectoires historiques qui varient selon les régions du monde.

La distance géographique est un facteur déterminant des échanges économiques qui importe autant qu'il y a cinquante ans. Il semble même que l'Internet ne soit pas si cosmopolite qu'on le pense : une étude a démontré que les Américains sont plus enclins à consulter des sites Web de pays qui sont physiquement proches que de régions éloignées, même en tenant compte de la langue, du revenu et d'une longue liste d'autres paramètres.

Le problème est que nous sommes encore sous l'emprise du mythe du déclin de l'État-nation. Les dirigeants politiques se disent impuissants, les intellectuels inventent des plans de gouvernance mondiale peu plausibles et les perdants du système jettent de plus en plus le blâme sur l'immigration ou les importations. Toute proposition pour redonner le pouvoir d'intervention à l'État-nation fait généralement fuir les gens respectables, comme si elle pouvait ramener la peste au pays.

Il est certain que la géographie des liens et des identités n'est pas immuable ; elle a en fait évolué au cours de l'histoire. Ce qui signifie qu'il ne faut pas rejeter d'emblée l'avènement possible d'une véritable conscience planétaire accompagnée de communautés politiques transnationales.

Mais il est impossible de faire face aux enjeux contemporains avec des institutions qui n'existent pas (encore). Pour l'instant, les gens doivent se tourner vers leurs gouvernements nationaux pour des solutions, ce qui demeure l'action collective la plus porteuse d'espoir. L'État-nation est sans doute un anachronisme hérité de la Révolution française, mais c'est le seul instrument dont nous disposons.

**Dani Rodrik, professeur en économie politique internationale à l'Université de Harvard, est l'auteur de *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy (Le Paradoxe de la globalisation : démocratie et avenir de l'économie mondiale)*.**

Copyright: Project Syndicate, 2012.

www.project-syndicate.org

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

You might also like to read more from [Dani Rodrik](#) or return to [our home page](#).

Like 5 Share 5 Tweet 4

Toute reproduction du contenu de ce site sans accord écrit de Project Syndicate constitue une infraction à la législation internationale relative au droit d'auteur. Pour obtenir une autorisation, merci de nous contacter à l'adresse suivante : [distribution@project-syndicate.org](mailto:distribution@project-syndicate.org).

You might like:

- [Turkey's "Zero Problems" Problem](#)
- [Is Pornography Driving Men Crazy?](#)
- [The Intellectual and Politics](#)
- [Should We Ban Cigarettes?](#)
- [Hard Turkey](#)
- [L'éthique du piratage sur l'internet](#)
- [Turkey's Test](#)
- [The Perils of 2012](#)
- [Lorsque les femmes dirigent](#)
- [China's Syrian Folly](#)



santoshbph 05:38 13 Feb 12

The Westphalia treaty is still strong if not dominant in favour of nation states. The process of globalization has delegated some role of states in hands of invisible forces. Yet globally, the major trade and transactions are between the governments across the World rather than MNCs who are still a minor player in terms of the proportion of the market share. However, the current financial distress will disappear soon even though the state will stay at steering head. The global institutions have served largely with lesser local responsibility. It is there the role of state will stay strong. The movement of goods and services in a borderless state is not absolute. The trade agreement and abolition of tariff barriers are between the agreed parties and based on the principles. The idea of homogenization is flimsy. The culture, mores, values, art of state and sharing differs from regions to nations. The distance decay has frequented the movements of goods, services and human beings across the world but not changed the geographies. The territorial borders (in political sense) are very much intact. The revolution in transport and communication has much reduced the emotional distance than areal ones. Physically moving from one part of the globe to another is an economic affair. However, the class mobility is directly associated with the skill requirements of the global market system based on the supply and demand curve.

Zsolt 10:37 13 Feb 12

I am surprised by this article championing the nation states and their decisions, when with each decision we see in Europe or anywhere else in the world we are digging ourselves deeper into the ground.

All the bailouts, austerity packages are only delaying the revelation of the true problem, they only provide an ointment, or plaster for the cancer brewing inside.

The fact the G20 and similar organization do not work is not the fault of the system or structure itself, but it is the fault of the way we are using it, exactly because of our national, regional attachments.

Those people in the G20 only go there to secure their own benefits, to boost their own national or regional prosperity without any global outlook or concern. We need an attitude change, not a return to old methods.

And the polls showing that people prefer their local attachment is simply due to their education, the brainwashing they receive where every populist politician is still playing the national even racist card at every election, and every time there is an international, or economical problem the nationalistic cards come to the table again.

Whether we like it or not we live in a global world, in a closed, integral, interdependent system, where only global, mutual and considerate planning and action can solve our global problems.

Today there are no nations, no borders, on one hand everybody can keep their customs, cultural identity, language, religions and favourite football teams, but when it comes to fundamental social and economical questions, planning and actions, only truly global cooperation will work.

Humanity is still evolving, we find ourselves in completely new conditions and we have to adapt as any other species, we are special and sophisticated, but we are not above nature.

aepxc 10:56 13 Feb 12

Sovereign nation states have been the dominant organisational form of power for so long that they will not be abandoned (nor let themselves be abandoned) quickly, and certainly not before a compelling alternative is presented. That having been said, their problems and their arbitrariness is becoming increasingly apparent.

Leading IR and political science scholars would do well to re-investigate the problem from first principles. If the whole world woke up tomorrow with no memory of how it was grouped and organised, what possible forms of organisation could spring up and why? What would be their advantages and disadvantages? If we could identify some more compelling alternatives to nation states, then perhaps we could try to find a path to get to them from where we stand today.